

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 23 - 26 octobre 2000

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2000/INF/11
13 octobre 2000
ORIGINAL: ANGLAIS

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES EN CONSÉQUENCE PAR LA DIRECTION—PROGRAMME DE PAYS— MALAWI (1998-2001)

Ce document doit être lu conjointement avec l'"Évaluation du programme de pays—Malawi (1998–2001)" (WFP/EB.3/2000/5/1).

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).



RECOMMANDATION AU PAM (AVRIL 2000)	RÉPONSE IMMÉDIATE DE LA DIRECTION	UNITÉ COMPÉTENTE	EXAMEN DES MESURES ADOPTÉES (SEPTEMBRE 2000)
<p>1. Décentralisation: Etayer de toute urgence le bureau du conseiller régional chargé du programme. Fournir au bureau régional les fonds et les compétences nécessaires pour organiser régulièrement des ateliers de programmation.</p>	<p>OSA est d'accord avec cette recommandation qui sera mise en œuvre en tenant compte des considérations d'ordre budgétaire et de la disponibilité des fonds.</p>	<p>OSA</p>	<p>Pour la période biennale actuelle et sur la base des autorisations accordées en matière d'effectifs, un poste de conseiller régional chargé du programme est déjà financé au niveau du bureau régional, et ce poste est suffisant pour répondre aux besoins du bureau de pays dans la région. De plus, le budget 2000 pour l'AAP du bureau régional a été substantiellement augmenté pour la formation (30 000 dollars) et les activités de programmation connexes (185 000 dollars—par exemple pour l'aide alimentaire et le développement, la problématique hommes-femmes, l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité—ACV).</p>
<p>2. Décentralisation: Définir plus clairement les domaines de responsabilité respectifs du siège du PAM et des bureaux régionaux/de terrain, à l'aide de procédures plus précises.</p>	<p>ODD est d'accord et il est en train de financer une étude sur la façon d'aller plus loin encore dans l'application de la décentralisation au sein de OD, afin de définir les domaines de responsabilité et les fonctions respectives des bureaux de région, des bureaux régionaux et des bureaux de pays.</p>	<p>ODD</p>	<p>OD a publié une Directive en septembre 2000 dans le but de clarifier les rôles et les domaines de responsabilité et il l'a adressée à l'ensemble du personnel.</p>
<p>3. Budgets: mettre au point une formule plus adaptée de calcul des coûts d'appui directs (CAD) pour les activités de développement. Faire régulièrement connaître aux bureaux de pays les diverses sources de financement disponibles pour financer les activités complémentaires et l'appui technique pour lesquels aucun financement n'est prévu dans les budgets de fonctionnement des programmes de pays.</p>	<p>Le système de calcul des CAD pour les activités de développement est actuellement en cours de réexamen. OEDB s'appuie sur les expériences acquises pour trouver des solutions aux différents types de problèmes posés (lorsque cela peut être fait dans le cadre des politiques actuelles en matière de dotation en ressources et financement à long terme).</p>	<p>OEDB</p>	<p>L'accent continue d'être placé sur la recherche de méthodes plus pratiques pour la gestion de l'élément CAD du programme de développement dans le cadre des politiques actuelles en matière de dotation en ressources et financement à long terme. Une mesure importante consiste à s'assurer que tous les besoins sont clairement incorporés dans les budgets des projets. L'on veille par ailleurs avec de plus en plus de soin à informer les bureaux de pays des autres sources de financement auxquelles il est possible de s'adresser pour trouver de quoi payer les activités et participations complémentaires.</p>
<p>4. Le Département des opérations devrait examiner les problèmes que posent les ressources en personnel et les modalités d'exécution en vue de déterminer:</p>	<p>ODD est d'accord; en coordination avec OEDB, FS et les bureaux, il est en train de procéder à un examen de la situation en ce qui concerne les ressources en personnel du bureau de pays et les structures locales chargées des coûts de fonctionnement, le but étant de trouver une formule</p>	<p>ODD</p>	<p>L'examen recouvrant plusieurs divisions, qui est présidé par l'OEDB, est en cours.</p>

RECOMMANDATION AU PAM (AVRIL 2000)	RÉPONSE IMMÉDIATE DE LA DIRECTION	UNITÉ COMPÉTENTE	EXAMEN DES MESURES ADOPTÉES (SEPTEMBRE 2000)
<ul style="list-style-type: none"> ➤ une formule adaptée d'évaluation des effectifs requis pour une bonne gestion du programme, indépendamment des quantités annuelles de produits alimentaires traités; et ➤ le profil du personnel requis et l'organigramme interne. 	générale appropriée, conforme aux politiques de dotation en ressources et financement à long terme, et plus particulièrement de maintenir au niveau le plus bas possible les CAD par tonne. En cas d'impact sur les projets de développement/les programmes de pays, ODA sera consulté.		
<p>5. Logistique: Un plan logistique et une structure de gestion devraient être préparés avant l'arrivée du nouveau directeur de pays.</p>	<p><u>Le bureau de pays est d'accord.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un plan logistique principal sera établi d'ici juillet 2000. ➤ Un nouveau poste de fonctionnaire chargé de la logistique sera créé à partir du poste existant à Blantyre. ➤ Les questions relatives à l'Unité de gestion de projet sont en train d'être discutées avec le gouvernement, avant l'élaboration du nouveau programme de pays. ➤ La mise sur pied d'une nouvelle structure organisationnelle et de gestion du bureau de pays (y compris pour la logistique) sera menée à terme d'ici à juillet 2000. 	Bureau de pays Conseiller pour le programme OSA, HR, OEDB	Fait Fait En cours Fait
<p>6. Suivi et évaluation: Un suivi amélioré des projets fondé sur les résultats, utilisant des indicateurs clés de résultat devrait être une priorité lorsque le bureau de pays s'efforce d'orienter le programme de pays vers une meilleure qualité d'exécution. La formation du</p>	<p><u>Le bureau de pays est d'accord</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les indicateurs clés de résultat ont été révisés pour le reste du programme de pays en cours. ➤ Le système de suivi de zone du bureau de pays entrera en vigueur d'ici à septembre 2000; de plus, l'Unité de programme est en train d'être réorganisée sur la base des responsabilités de zone. 	Bureau de pays Conseiller pour le programme Fonctionnaire chargé du suivi et de l'évaluation dans la nouvelle Unité de programme	En cours; à finaliser fin octobre 2000. Fait. Encore au stade de la recherche d'un financement.





RECOMMANDATION AU PAM (AVRIL 2000)	RÉPONSE IMMÉDIATE DE LA DIRECTION	UNITÉ COMPÉTENTE	EXAMEN DES MESURES ADOPTÉES (SEPTEMBRE 2000)
<p>personnel chargé de cet aspect du programme est une nécessité urgente.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un séminaire sur le suivi fondé sur les résultats sera organisé, d'ici à décembre 2000, à l'intention du personnel du PAM et de toutes les organisations chargées de l'exécution, en fonction de la disponibilité des fonds. 		
<p>7. ACV: Réviser le mandat et les termes de référence de l'Unité ACV; le gouvernement et les autres parties prenantes devront décider de l'institution d'accueil et des modalités d'appui en matière d'ACV. Cela nécessitera l'adoption des mesures suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'inscription, à l'ordre du jour du Comité consultatif pour le programme de pays, de la recherche des dispositions institutionnelles appropriées pour l'ACV; ➤ Dès le début du processus d'élaboration du SSP/ programme de pays, le bureau de pays devra déterminer l'apport de l'ACV nécessaire à la mise en oeuvre du programme de pays. L'Unité ACV au siège devrait faire de même dans le contexte de ses activités actuelles, afin d'assurer une meilleure intégration de l'ACV dans la programmation. ➤ L'équipe chargée de l'ACV devra accélérer les préparatifs de la prochaine analyse de référence, afin que cette dernière soit prête à temps pour l'élaboration du prochain programme de pays. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le gouvernement n'a pas été clair quant au rôle que devra jouer le Conseil économique national eu égard aux systèmes d'AV. Le bureau de pays consultera le Conseil économique national afin de déterminer comment ils pourraient coordonner ensemble les interventions des parties prenantes à l'AV, et il soutiendra les efforts déployés par le Conseil économique national pour institutionnaliser l'ACV. Cela sera fait avant la préparation du nouveau programme de pays. ➤ La consultation avec le gouvernement débouchera sur un plan de travail pour la mise à jour de l'analyse de référence d'ici à octobre 2000, avant le début de l'élaboration du prochain programme de pays. ➤ Le rôle de l'Unité ACV du bureau de pays dans le soutien à la mise en oeuvre du programme de pays est en train d'être réexaminé à la lumière des résultats de la récente réunion de consultation sur l'ACV tenue à Rome et en tenant compte de la préparation du prochain programme de pays. ➤ L'Unité ACV regroupera et analysera les données sur le VIH/SIDA d'ici à octobre 2000, afin de déterminer l'impact de ce fléau et de définir la portée des interventions du PAM sur ce front-là. 	<p>Fonctionnaire chargé de l'ACV Unité de programme en consultation avec le fonctionnaire chargé de l'ACV</p>	<p>Deux réunions préparatoires ont eu lieu, avec plus de cinq parties prenantes.</p> <p>Réunion de consultation de la SADC sur l'ACV à Harare, en septembre 2000, afin d'harmoniser les stratégies en la matière.</p> <p>Le Conseil économique national prépare déjà un plan de travail. Le bureau de pays a rédigé une proposition et un plan de travail en vue de la mise à jour de l'analyse ACV de référence, et il en a discuté avec le gouvernement. On en est au stade de la recherche d'un financement.</p> <p>En cours.</p> <p>Prévu pour octobre 2000.</p>



RECOMMANDATION AU PAM (AVRIL 2000)	RÉPONSE IMMÉDIATE DE LA DIRECTION	UNITÉ COMPÉTENTE	EXAMEN DES MESURES ADOPTÉES (SEPTEMBRE 2000)
<p>➤ S'il existe des données sur le VIH/SIDA, l'équipe chargée de l'ACV devra les incorporer, compte tenu de l'impact éventuelle du VIH/SIDA sur les bénéficiaires du programme.</p>			
<p>8. Préparation du programme de pays: La préparation du SSP et du programme de pays devrait commencer 10 à 12 mois avant le délai prévu et être soigneusement planifiée de manière à obtenir une participation maximale de toutes les parties prenantes, à tous les niveaux. La conception du prochain programme de pays devrait tenir compte des apports des communautés et des autorités de district et s'inscrire dans le cadre du processus de décentralisation, en définissant les modalités qui garantissent la participation maximale des communautés.</p>	<p><u>Le bureau de pays est d'accord.</u></p> <p>➤ Le SSP a déjà été préparé dans l'esprit de ces recommandations; les apports du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement ont été limités en raison des retards dans le bilan commun de pays; ce problème devrait être résolu d'ici à l'élaboration du programme de pays.</p> <p>➤ Le calendrier d'élaboration du programme de pays sera établi d'ici à juillet 2000, avec la participation pleine et entière du Comité consultatif pour le programme de pays, et la mise en œuvre du programme de pays commencera avant septembre 2000 (soit 10 mois avant le dernier délai pour le programme de pays); les districts seront impliqués, du moins lors des ultimes consultations. Le bureau de pays a bien l'intention de continuer de profiter de l'élan acquis lors de l'élaboration du SSP. La préparation du SSP et du programme de pays est considérée comme UN SEUL et même travail à effectuer dans la foulée.</p>	<p>Directeur de pays Bureau de pays Conseiller pour le programme</p>	<p>L'élaboration du programme de pays débutera après l'achèvement du bilan commun de pays, en octobre 2000.</p> <p>Le calendrier sera préparé en octobre 2000 après l'achèvement du bilan commun de pays.</p>



RECOMMANDATION AU PAM (AVRIL 2000)	RÉPONSE IMMÉDIATE DE LA DIRECTION	UNITÉ COMPÉTENTE	EXAMEN DES MESURES ADOPTÉES (SEPTEMBRE 2000)
<p>9. Elaboration du programme de pays: La planification du processus d'élaboration du programme de pays est un travail sérieux en soi et qui peut nécessiter de faire appel à des experts locaux afin de savoir quels sont les meilleurs moyens de s'assurer la participation du gouvernement, de sélectionner les partenaires d'exécution, de programmer les activités avec d'autres organismes, etc. Cette planification devrait donc faire l'objet d'une grande attention.</p>	<p><u>Le bureau de pays est d'accord</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La planification des activités du nouveau programme de pays commencera avant septembre 2000, avec les ministères concernés et toutes les autres parties prenantes; les indicateurs clés seront définis d'ici à décembre 2000 et intégrés dans le document relatif au programme de pays. ➤ Le processus impliquera de larges consultations des parties prenantes (éventuellement dans le cadre de séminaires) et l'appel à un consultant extérieur (par exemple le consultant du bureau régional pour le développement d'un cadre logique. 	<p>Bureau de pays Conseiller pour le programme</p>	<p>L'équipe de pays des Nations Unies est d'avis que pour l'ensemble des institutions, ce travail devrait débiter après que le bilan commun de pays ait été achevé, en octobre 2000.</p>
<p>10. Alimentation aux groupes sous-alimentés: Le PAM ne devrait plus assurer la gestion directe de l'assistance aux groupes sous-alimentés. Avant le lancement du prochain programme de pays, et en collaboration avec le Ministère de la santé et de la population, il devrait trouver une ONG partenaire pour exécuter la composante alimentation complémentaire, cette dernière devant être reformulée de manière à s'attaquer aux causes et non pas aux effets de la malnutrition.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le PAM ne gère pas directement l'alimentation aux groupes sous-alimentés. Le bureau de pays reconnaît toutefois que l'avenir de cette activité dépend d'un ciblage plus étroit et de la constitution de partenariats avec les ONG et les communautés. Dans ce contexte, des discussions ont déjà été engagées avec le Ministère de la santé et de la population et avec l'Unité de gestion de projet en vue d'abandonner la fonction logistique et de renforcer la capacité du PAM à gérer le projet efficacement. Le Ministère, l'Unité de gestion de projet et le PAM travailleront de concert pour trouver des ONG partenaires appropriées. Ce processus sera achevé d'ici à février 2001. 	<p>Bureau de pays Conseiller pour le programme</p>	<p>Les discussions se poursuivent avec le gouvernement afin de trouver une solution acceptable et efficace au problème de la logistique de l'alimentation aux groupes sous-alimentés. Le bureau de pays s'efforce de faire en sorte qu'un nouvel arrangement entre en vigueur avant février 2000.</p>
<p>11. Alimentation aux groupes sous-alimentés: Pour le prochain programme de pays, le PAM devrait planifier avec le Ministère de la santé et de la population un remaniement de l'Unité de gestion de projet afin que celle-ci dispose de</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le PAM a demandé à l'Unité de gestion de projet de lui soumettre un document de travail sur la façon dont elle devrait être restructurée et dotée en personnel pour mener à bien ses activités avec un maximum d'efficacité. Les discussions sur le transfert du nutritionniste VNU à l'Unité de gestion de projet débuteront en septembre 2000 et le transfert devrait avoir 	<p>Bureau de pays Conseiller pour le programme</p>	<p>Le document de travail a été soumis par l'Unité de gestion de projet et des propositions ont été faites concernant les mesures à prendre. Le processus sera mené à terme d'ici à février 2001.</p> <p>Les discussions avec le gouvernement et l'Unité de gestion de projet en vue du transfert du nutritionniste VNU ont déjà commencé et le transfert devrait avoir lieu d'ici à décembre 2000.</p>



RECOMMANDATION AU PAM (AVRIL 2000)	RÉPONSE IMMÉDIATE DE LA DIRECTION	UNITÉ COMPÉTENTE	EXAMEN DES MESURES ADOPTÉES (SEPTEMBRE 2000)
l'ensemble des compétences nécessaires pour assurer la gestion et le suivi de l'activité. Le nutritionniste volontaire des Nations Unies (VNU), qui pour l'instant travaille au bureau de pays, devrait être transféré à l'Unité de gestion de projet à titre de personnel de contrepartie pour en seconder le directeur.	lieu avant décembre 2000, après obtention de l'accord du Ministère de la santé et de la population.		
12. Alimentation aux groupes sous-alimentés: Un nutritionniste devrait examiner l'assortiment alimentaire en vue d'y ajouter une protéine d'origine végétale (par exemple des haricots). A l'heure actuelle, les mères et leurs enfants sous-alimentés les plus âgés ne reçoivent aucune protéine au cours de leur séjour de six semaines dans les centres d'alimentation thérapeutique.	➤ L'assortiment alimentaire sera réexaminé et modifié comme il se doit pour la prochaine activité.	Unité de programme Ministère de la santé et de la population	Suite à la demande du gouvernement, le bureau de pays a fait savoir au siège qu'il était nécessaire d'inclure des haricots dans l'assortiment alimentaire pour la prochaine activité. (Le siège avait retiré les haricots de l'assortiment pour l'alimentation aux groupes sous-alimentés en cours).
13. Alimentation aux groupes sous-alimentés: Pour renforcer les unités de production de <i>likuni phala</i> établies avec le soutien du PAM, le Programme devrait aider ces unités à créer de nouveaux liens avec l'économie locale dans le cadre d'un plan d'entreprise viable à long terme, qui mettrait un terme à leur dépendance des achats du PAM.	➤ Cette recommandation n'est pas réaliste. Si elle était appliquée, elle aurait pour conséquence la répétition d'erreurs déjà commises dans le passé. Il faut que les producteurs de <i>likuni phala</i> améliorent leur compétitivité en termes de qualité et de prix. C'est la raison pour laquelle le bureau de pays a demandé au bureau régional des marchés (Harare) d'effectuer tous les achats conformément aux normes du PAM.	Bureau de pays Conseiller pour le programme	Fait.
14. Alimentation aux groupes sous-alimentés: Des fiches de taille et de poids devraient être introduites, en collaboration avec le Ministère de la santé et de la population et	➤ Le PAM engagera des discussions avec les parties prenantes afin de mettre au point un processus commun et d'en assurer la conformité avec la politique nationale. Cela sera fait avant juin 2001.	Bureau de pays Conseiller pour le programme	Les discussions sont en cours mais l'application prendra davantage de temps que prévu car il faudra trouver des ressources financières pour la formation et l'achat des équipements.



RECOMMANDATION AU PAM (AVRIL 2000)	RÉPONSE IMMÉDIATE DE LA DIRECTION	UNITÉ COMPÉTENTE	EXAMEN DES MESURES ADOPTÉES (SEPTEMBRE 2000)
l'Organisation mondiale de la santé, afin d'assurer la compatibilité avec les politiques et les pratiques nationales.			
<p>15. Relèvement et développement de l'infrastructure rurale: Avant d'ajouter deux zones urbaines à titre expérimental au projet concernant l'infrastructure rurale, le bureau de pays devrait entreprendre une analyse de la faim en milieu urbain. Ce serait là le point de départ permettant de prendre, en connaissance de cause, les décisions stratégiques concernant l'inclusion des zones urbaines dans les priorités géographiques du PAM et la pertinence de l'aide alimentaire pour s'attaquer aux problèmes recensés.</p>	<p><u>Le bureau de pays est d'accord.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Une évaluation préliminaire de la pauvreté urbaine a été proposée, dans le cadre d'un accord STS, par l'expert de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour les questions urbaines. ➤ Le calendrier 21 des activités urbaines du PNUD a déjà été intégré dans l'activité de relèvement et développement de l'infrastructure rurale. 	<p>Unité de programme OIT Gouvernement/ DDLGL</p>	<p>Le mandat pour l'étude a été rédigé et discuté entre le bureau de pays et l'OIT. Le bureau régional a recommandé que le bureau de pays attende la publication des études urbaines sur la Zambie et le Mozambique afin d'en tirer des leçons avant l'application des conclusions de l'étude.</p>
<p>16. Alimentation scolaire: Le projet pilote devrait être élargi en associant pleinement les autorités de district et le Ministère de l'éducation, et il devrait être subordonné à des contributions complémentaires du gouvernement, sous forme de salles de classe et d'enseignants pour faire face à l'augmentation prévue des effectifs.</p>	<p><u>Le bureau de pays est d'accord</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des discussions vont s'engager avec le Ministère de l'éducation en vue d'un élargissement limité de la phase expérimentale à deux nouveaux districts en 2001, avant le développement d'un projet beaucoup plus élargi pour le prochain programme de pays. 	<p>Bureau de pays Conseiller pour le programme Unité de programme</p>	<p>Les discussions ont déjà eu lieu et une proposition a été rédigée en vue d'un éventuel financement par l'intermédiaire de l'Initiative mondiale en faveur de l'alimentation scolaire.</p>

RECOMMANDATION AU PAM (AVRIL 2000)	RÉPONSE IMMÉDIATE DE LA DIRECTION	UNITÉ COMPÉTENTE	EXAMEN DES MESURES ADOPTÉES (SEPTEMBRE 2000)
<p>17. Alimentation scolaire: Une campagne de sensibilisation des communautés devrait être organisée par le biais des assemblées de districts et de leur personnel bien avant le démarrage de l'activité d'alimentation scolaire afin de mettre en place des structures villageoises capables de poursuivre l'activité après le retrait du PAM.</p>	<p><u>Le bureau de pays est d'accord</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Il sera tenu compte de cette recommandation dans le schéma d'activité du nouveau programme de pays. ➤ Cette approche sera testée au cours de l'élargissement de la phase expérimentale actuelle, en 2001. 	<p>Bureau de pays Conseiller pour le programme Unité de programme</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ A appliquer dans le cadre du nouveau programme de pays.
<p>18. Alimentation scolaire: Il faudrait tenter d'obtenir une aide complémentaire auprès d'autres partenaires (par exemple le Ministère de l'agriculture, les organismes donateurs bilatéraux et la FAO) pour la fourniture de systèmes de forage de puits et la création de jardins scolaires, dans le cadre d'une stratégie de retrait.</p>	<p><u>Le bureau de pays est d'accord</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le bureau de pays identifiera des ONG partenaires pour mener à terme les activités d'alimentation et les activités complémentaires avant le prochain programme de pays. D'autres partenaires seront approchés au sein du système des Nations Unies, afin d'obtenir des apports complémentaires en fonction des domaines de spécialité respectifs des institutions concernées. 	<p>Bureau de pays Conseiller pour le programme Unité de programme</p>	<p>Des consultations sont en cours avec d'autres institutions du système des Nations Unies et des ONG.</p>
<p>19. Dispositifs de sécurité extensibles. Durant la mise en œuvre du programme de pays en cours, l'intervention devrait être modifiée à titre expérimental dans les activités de relèvement et développement de l'infrastructure rurale et projet d'intervention en cas de catastrophes et d'atténuation de leurs effets afin de mettre à l'essai la faisabilité et l'efficacité de la méthodologie proposée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le bureau de pays va utiliser une approche combinée, à titre expérimental, dans au moins un district (les projets seront tous les deux pleinement opérationnels avant février 2001). ➤ Dans le prochain programme de pays, les deux activités seront combinées de manière à n'en former plus qu'une seule (Fonds alimentaire). 	<p>Bureau de pays Conseiller pour le programme Unité de programme</p>	<p>Le résumé de l'activité a été rédigé et il a été procédé à une évaluation avant septembre 2000. Il y aura des essais dans trois districts d'ici à février 2001.</p>



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE DOCUMENT WFP/EB.3/2000/5/1

AAP	Administration et appui aux programmes
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CAD	Coûts d'appui directs
PIB	Produit intérieur brut
SMI	Santé maternelle et infantile
SSP	Schéma de stratégie de pays
VNU	Volontaire des Nations Unies
ZPE	Zone de planification élargie